

VOIX#06 AUTOMNE 2016 SOLIDAIRES

L'EXPERTISE UNIVERSITAIRE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



06



DOSSIER

Villes vertes

CEINTURE ALIMENT-TERRE · AGRICULTURE URBAINE
ESPACE VERT & IMPLICATION CITOYENNE · LIÈGE SOUFFLE VERT

SOMMAIRE/VOSO#06



03

ÉDITO



Un nouveau Voix Solidaires

CLAIRE WILQUET



05

VUES DU SUD

Les associations d'usagers,
un levier de développement local

DAVID CAMMAERTS



06

DOSSIER



Villes vertes

La Ceinture Aliment-
Terre Liégeoise ou la
dynamisation des circuits
locaux

CLAIRE WILQUET & CHRISTAN JONET

Agriculture urbaine
HAÏSSAM JIJAKLI

Espace vert & implication
citoyenne
SOPHIE DAWANCE

Liège Souffle Vert
RENCONTRE AVEC BÉNÉDICTE
MACCATORY & GUY MASSART



16

CITOYENS SOLIDAIRES



La Fabric à fabricant.e.s

LUCA PIDDIU



18

LA RUBRIQUE GUS



I like friendship

THÉRÈSE DEVILLERS



20

PAGE CULTURE



Voix Solidaires, aussi en radio!

ÉDITO/VOSO#06



Un nouveau Voix Solidaires

C'est gonflés d'enthousiasme que nous clôturons cette édition du **Voix Solidaires**. Enthousiasme d'abord pour cette nouvelle orientation du magazine. En effet, nous avons revisité le contenu pour y faire la part belle aux chercheurs de l'université et aux acteurs de la société civile qui travaillent pour une société plus juste et plus durable.

Enthousiasme aussi pour les initiatives et les projets de société que les auteurs invités pour ce numéro consacré aux villes vertes mettent en lumière. Que ce soit l'agriculture urbaine analysée par Haïssam Jijakli, l'initiative de Ceinture Aliment-terre Liégeoise dont nous vous proposons une présentation, le projet de Liège Souffle Vert raconté par Bénédicte Maccatory & Guy Massart de l'ASBL Songes, ou encore les potentialités de construction de cohésion sociale autour espaces verts étudiées par Sophie Dawance, tous ces articles détournent notre regard de la grisaille citadine pour nous laisser entrevoir une dynamique de reconquête par la nature de nos villes, petits espaces par petits espaces, améliorant la qualité de vie et générant du lien social.

Enthousiasme ensuite pour les mobilisations des étudiants plus motivés que jamais, en ces temps où l'



VOIX#06 AUTOMNE
2016
SOLIDAIRES

UniverSud-Liège

Traverse des Architectes 2
Bâtiment B3D
4000 Liège · Belgique
+32 4 366 55 43
universud@ulg.ac.be

Éditeur responsable
Valérie Wambersy

Design & mise en page
pepup. © 2016



VUES DU SUD



Les associations d'usagers, un levier de développement local

L'EXEMPLE DU PROJET LISEKE-MUSIMBA

Partenariat entre le CAUB & UniverSud-Liège : une page se tourne !

Le 1^{er} juillet 2016 a marqué une étape importante dans la collaboration entre UniverSud-Liège et l'ONG congolaise CAUB. Cette date marque la fin du partenariat entre ces deux ONG dans le cadre du projet de construction du réseau d'eau à gestion autonome de Liseke-Musimba, conçu pour alimenter un quartier périphérique de la ville de Butembo, en République démocratique du Congo.

La mise en place d'un réseau d'eau à gestion autonome, quels défis?

La mise en place d'un réseau d'eau à gestion autonome, et la nature du partenariat qu'il implique, représente un défi à plus d'un titre. Il s'agit premièrement de construire un réseau d'eau complet, intégrant des captages, un réservoir et des bornes-fontaines, afin d'alimenter la population du quartier de Musimba. Outre les difficultés techniques, dépassées avec succès par le CAUB, ce type de projet implique aussi de mettre en place une structure de gestion complexe. De fait, ce qui constitue la particularité de ce projet, c'est que ce réseau d'eau est géré directement par la population bénéficiaire, au travers d'une structure locale de gestion qui est choisie par ces mêmes bénéficiaires et qui est tenue de leur rendre des comptes. La population du quartier choisit en son sein des représentants, lesquels vont constituer une assemblée générale. Ces représentants vont, à leur tour, élire un comité de gestion, qui sera en charge de la gestion journalière du réseau d'eau. On parle donc de réseau d'eau à gestion autonome par la population, car les autorités locales n'interviennent pas, ou très peu, dans son fonctionnement. Comme toute structure d'approvisionnement en eau potable, les réseaux d'eau à gestion auto-

nome n'échappent pas à la mise en place d'une série de règles de fonctionnement. Parmi celles-ci, la plus importante est celle du paiement pour le service de l'eau. La population s'approvisionne en eau aux bornes-fontaines, en payant pour ce service, à un tarif qui est fixé par l'assemblée générale, c'est-à-dire par les représentants de la population. Cette tarification du service de l'eau permet de couvrir les frais d'entretien du réseau et d'assurer le paiement des fontainiers et des membres de la cellule technique de gestion. Autrement dit, cette cotisation permet d'assurer la pérennité du service de l'eau. Ce concept d'autofinancement du réseau d'eau, qui connaît un succès croissant en RDCongo, est souvent connu sous le terme d'ASUREP, acronyme désignant les associations des usagers de réseau d'eau potable qui sont en charge de la gestion de ce type de réseau.

LE CONCEPT d'ASUREP est séduisant, il offre des opportunités

Un modèle idéal, vraiment ?

Le concept d'ASUREP est séduisant, il offre des opportunités importantes en matière de renforcement de la société civile et un intérêt en termes de couverture des besoins fondamentaux des bénéficiaires. Cependant son application concrète sur le terrain ne va pas sans poser de nombreuses difficultés. Le projet d'ASUREP Liseke-Musimba, nom des quartiers où se situent les sources captées et ceux desservis par le réseau, offre une belle illustration de ces

difficultés et du succès en demi-teinte que l'on obtient parfois malgré les efforts importants consentis par tous les partenaires du projet. Ainsi, trois ans après le début du projet, le réseau d'eau totalise près de 25 km de tuyauteries, et dessert environ 22.000 personnes grâce à 45 bornes-fontaines. La construction de ces bornes-fontaines a mobilisé une partie importante de la population. Cette dernière a contribué au financement du réseau en fournissant des matériaux de construction et en offrant son appui sous la forme d'une main-d'œuvre nombreuse et dynamique. Cependant, en raison de financements insuffisants, il n'a pas été possible d'équiper le réseau d'un réservoir de stockage de l'eau, tel que cela était prévu initialement. Par conséquent, l'association en charge de la gestion de ce réseau s'est vue contrainte de procéder à des délestages, c'est-à-dire des interruptions régulières du service, ce qui réduit d'une part la qualité du service et diminue d'autre part les recettes de l'association. Pour y remédier, des solutions pour financer la construction d'un réservoir sont à l'étude tant au sein du CAUB que chez UniverSud-Liège. Parmi les solutions envisagées, citons la construction d'un réservoir modulaire ou l'installation d'un réservoir souple, le développement de partenariats publics-privés locaux, ou encore l'obtention de nouveaux financements belges.

Le défi technique se double d'un défi humain !

L'organisation des représentants des bénéficiaires en une structure inspirée de celle des ASBL - choisie pour sa transparence et son intégration dans le droit congolais - ne fut pas non plus une mince affaire, surtout dans un contexte local marqué par une forte méfiance de la population vis-à-vis de ce type de struc-



© VALÉRIE WAMBERSY

ture, jugée comme fort exposée à la corruption et au népotisme. Actuellement, les tensions qui ont secoué l'ASUREP sont en voie d'apaisement, et on peut espérer que les prochaines élections sociales, devant conduire à la désignation des nouveaux membres du comité de gestion, seront l'occasion d'un nouveau dynamisme dans la gestion de ce réseau. D'une manière générale, ce concept des ASUREP se heurte aux difficultés inhérentes au développement de la gouvernance locale. Dans un contexte congolais caractérisé par la double empreinte de la gestion verticale, très hiérarchisée, issue de l'époque coloniale puis de l'ère Mobutu, et d'un opportunisme parfois déplacé, résultat d'années de privations et de « débrouille », la construction harmonieuse d'une structure de gestion représentative et transparente ne se fait jamais facilement.

L'ASUREP, un concept fragile mais qui a de l'avenir en RDCongo !

Néanmoins, malgré ces contraintes, l'approche « ASUREP » constitue un levier fondamental pour le développement local en RDCongo, entre autres pour trois raisons majeures. Premièrement, parce qu'elle envisage la gestion d'une ressource naturelle sous une forme respectueuse de cette ressource, l'ASUREP ayant tout intérêt à protéger ses captages de toute forme de contamination si elle souhaite commercialiser l'eau. Deuxièmement, parce que cette approche soulage fortement le gouvernement central

dans sa tâche de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Étant donné la croissance rapide de la population congolaise et les faibles moyens financiers de l'État, ce dernier n'est pas en mesure de répondre à tous les besoins. Le développement des réseaux d'eau à gestion autonome par la population permet donc de compenser quelque peu les faiblesses de l'État congolais. Ce dernier a d'ailleurs reconnu explicitement cette situation, au travers de la reconnaissance officielle de l'approche ASUREP dans le nouveau code de l'eau congolais. Troisièmement, l'approche ASUREP est aussi un formidable levier pour le développement local. En effet, si un réseau d'eau est bien géré, il devient rapidement capable de générer des recettes excédentaires, qui peuvent alors être réinvesties localement dans différents types de sous-projets, comme la construction d'une salle de classe, d'un cyber-café, la réfection d'une route ou d'un pont, ou encore l'extension du réseau d'eau, si le débit des captages le permet. Définie ainsi, une ASUREP n'est rien de moins qu'une petite entreprise à finalité sociale, apte à assurer la création d'emplois et à subvenir à certains besoins de base de la population. À Kinshasa, la capitale du pays, où sont nées les premières ASUREP en 2009, des quartiers entiers bénéficient ainsi des retombées économiques de l'exploitation raisonnée et transparente des ressources en eau souterraines, grâce à la gestion dynamique des ASUREP.

Un projet se termine, une nouvelle aventure commence !

Si le projet Liseke-Musimba est officiellement terminé, Il ne fait que commencer à se développer de manière autonome. Pour cela, il a encore besoin d'aide et d'accompagnement. La collaboration entre **UniverSud-Liège** et le CAUB ne s'arrêtera donc pas complètement. Il reste en effet beaucoup à faire pour que l'ASUREP Liseke-Musimba développe ses compétences et soit en mesure d'assurer la pérennité du service de l'eau. C'est ainsi que le CAUB poursuit son travail de formation des membres du comité de gestion, afin de leur enseigner la maîtrise des outils nécessaires pour assurer une gestion rigoureuse et transparente du réseau d'eau, tel que la comptabilité, le contrôle de la qualité de l'eau, la gestion des facturations, etc. De son côté, **UniverSud-Liège** continue à rechercher des solutions pour financer la construction d'un réservoir d'eau et reste attentive aux besoins du projet.

Apprendre de ses erreurs, capitaliser sur ses réussites et continuer à progresser...

Nous restons, tant au Nord qu'au Sud, persuadés que l'approche ASUREP mérite que l'on s'y intéresse et nous exprimons le souhait que l'on développe davantage de projets autour de ce concept. Certaines erreurs ne doivent pas être reproduites, bien entendu et, tirant les leçons de notre expérience, il apparaît indispensable dans ce type de projet de renforcer, dès le début, les capacités de gestion et de communication de l'association qui sera en charge du réseau. En outre, il est important d'être vigilant quant aux variations des taux de devises et des impacts de l'augmentation soudaine du prix des matériaux de construction, un phénomène courant en RDCongo. Cependant, ces difficultés ne doivent pas nous freiner dans notre volonté d'appuyer la population congolaise dans l'organisation de son développement et dans notre volonté de fournir à ce pays les moyens de ses ambitions en matière de couverture des besoins fondamentaux. ●

DAVID CAMMAERTS,
CONSULTANT CHEZ UNIVERSUD-LIÈGE
POUR LE PROJET ASUREP LISEKE-MUSIMBA

SOMMAIRE/DOSSIER



07 |

La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise
ou la dynamisation des circuits locaux

CLAIRE WILIQUET & CHRISTAN JONET



10 |

Agriculture urbaine

HAÏSSAM JIJAKLI



12 |

Espaces verts et implication citoyenne

SOPHIE DAWANCE



14 |

Liège Souffle Vert

RENCONTRE AVEC BÉNÉDICTE MACCATORY & GUY MASSART



06 |

DOSSIER

Villes vertes

CEINTURE ALIMENT-TERRE · AGRICULTURE URBAINE
ESPACE VERT & IMPLICATION CITOYENNE · LIÈGE SOUFFLE VERT

DOSSIER



La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise ou la dynamisation des circuits locaux

Nous aurions pu, dans cet article, vous parler de ces 400 exploitations agricoles qui disparaissent en moyenne en Wallonie chaque année^{#01}. Nous aurions pu vous faire remarquer que malgré un marché de l'alimentation conséquent - chaque citoyen, ou presque, prend trois repas par jour - les producteurs peinent à gagner leur vie. Pire constat encore, parmi le milliard de personnes souffrant de la faim dans le monde, 750 millions sont des personnes qui travaillent la terre^{#02}. Nous aurions également pu vous rappeler, si besoin en était, que les fruits et légumes nécessaires à une alimentation équilibrée sont tellement arrosés de pesticides et d'engrais chimiques qu'ils en deviennent risqués pour notre santé et pour l'environnement. Nous aurions tout aussi bien pu vous narrer la concurrence brutale entre les petits agriculteurs et les giga-exploitations, la difficulté d'acquérir des terres pour les fermiers qui souhaitent se lancer, les jardiniers criminalisés s'ils utilisent des semences non-brevetées. Nous aurions pu vous expliquer que 75% du commerce international des céréales est entre les mains de cinq grandes entreprises qui contrôlent toute la chaîne des semences à la distribution^{#03}, et l'extrême dépendance des systèmes alimentaires à des transnationales qui, loin d'avoir pour objectif de nourrir la planète, cherchent avant tout le profit. Nous aurions pu attirer votre attention sur le fait qu'il est plus facile d'acheter une pomme de Nouvelle-Zélande que du village d'à côté.

La liste des aberrations de nos systèmes alimentaires serait longue, certains allant jusqu'à diagnostiquer ces derniers comme au bord de l'effondrement^{#04}. Ces constats sont certes nécessaires mais nous ne nous y attarderons pas. Ce sont bel et bien les solutions que nous voulons mettre en lumière ici, en nous tournant résolument vers les systèmes alimentaires alternatifs en construction dont un exemple local est celui promu par la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise.

Les jalons de l'utopie

La Ceinture Aliment-Terre Liégeoise commence par un rêve : celui de parvenir à fournir 50% de la demande alimentaire liégeoise avec des aliments produits localement dans les meilleures conditions écologiques et sociales à l'horizon de 25-30 ans. Il s'agit d'un saut quantitatif et qualitatif : les parts de marché pour de tels produits doivent être aujourd'hui inférieures à 5%. La demande pour des produits locaux de qualité différenciée ou bio est bien là, preuve en est le développe-

ment important des systèmes de paniers de légumes et autres Groupes d'Achat Commun. De manière générale : le « local », le « bio » et le « de saison » deviennent de bons arguments de vente. La demande potentielle est finalement supérieure à l'offre, et même si de plus en plus d'initiatives de production et de distribution prometteuses voient le jour, il reste de nombreux obstacles à lever.

Afin de réfléchir à ces obstacles et de se munir d'un plan d'action, une grande réunion fut organisée en automne 2013. L'événement a réuni près de 180 des protagonistes des systèmes alimentaires liégeois, du producteur au consommateur en passant par des distributeurs et des représentants des pouvoirs publics, avec une question clé : comment transformer les systèmes alimentaires pour arriver à l'objectif d'une consommation la plus locale possible, produite dans de bonnes conditions à l'horizon des 25-30 ans. Sur base d'un forum ouvert, méthodologie de création d'intelligence collective participative et dynamique à l'appui, les différents acteurs ont déterminé les chantiers concrets pour arriver à cet objectif : quel accès à la terre ? Aux semences ? Comment assurer la logistique de distribution sans que celle-ci capte une partie trop importante de la marge ? Comment financer les nouveaux projets ?

Quelle sensibilisation du grand public ? Quel est le prix « juste » : accessible pour les consommateurs et viable pour les producteurs ? Pour chaque chantier, des sous-groupes se sont mis à la recherche de pistes d'action. Ils ont identifié les difficultés, les obstacles, les freins, mais aussi les ressources et les opportunités, ainsi que les premières étapes de ces

entreprises. En sont sortis des groupes de travail chargés de creuser chaque question.

Avec le temps, ces groupes de travail ont voulu dépasser le simple stade de la réflexion et passer à l'action. L'énergie présente au sein de la ceinture alimentaire s'est alors concentrée sur la réalisation de projets concrets massivement incarnés dans des coopératives.

LA CEINTURE

aliment-Terre Liégeoise
commence par un rêve

#01 Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des ressources naturelles et de l'Environnement, Département de l'Etude du Milieu naturel & agricole, Direction de l'Analyse économique agricole, l'Agriculture wallonne en chiffres, 2016. : http://www.reseau-pwdr.be/sites/default/files/Compleet_FR_2016.pdf

#02 Retour sur la conférence d'Olivier De Schutter ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation & Jean-Jacques Grodent responsable du service information et plaidoyer d'SOS-Faim : Wiliquet C. Le monde a faim. Constats & Solutions, Centre Avec, juillet 2012. : <http://www.centreaavec.be/site/le-monde-faim-constats-et-solutions>

#03 Ibid.

#04 C'est le cas par exemple de Pablo Sevigne et Raphaël Stevens dans « Comment tout peut s'effondrer », Seuil, 2015

Principes & intentions de la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise

- Favoriser l'**accès de tous** à une nourriture de qualité, produite dans des conditions écologiquement et socialement décentes.
- Renforcer la **souveraineté alimentaire** des populations, ici comme ailleurs.
- Soutenir le **développement de modèles d'agriculture**, d'élevage et de transformations alimentaires moins dépendants des ressources non-renouvelables et plus respectueux des écosystèmes et de la santé humaine.
- Se réapproprier collectivement les enjeux de la filière alimentaire et construire des **alternatives crédibles** contribuant à récupérer la marge économique captée par les acteurs de la grande distribution via ses centrales d'achat, afin de rendre un véritable pouvoir économique aux producteurs et aux consommateurs. Pour ce faire, privilégier les acteurs de la distribution qui n'ont pas la maximisation du profit pour principale finalité - d'où notre référence à l'économie sociale et au circuit court.
- Contribuer à la **redynamisation de l'économie liégeoise** et à la création de nombreux emplois autour de projets qui consacrent la primauté du travail sur le capital, en matière de production, de distribution et de transformation alimentaire - ce dernier type d'activité, générateur d'une forte valeur ajoutée, étant particulièrement sous-développé en Wallonie.
- Créer une **alliance ville-campagne** sur le mode : la campagne nourrit la ville, la ville soutient l'agriculture locale, notamment paysanne et/ou agro-écologique, par ses choix de consommation, d'épargne et d'investissement.
- Favoriser la **rencontre entre les acteurs professionnels de la chaîne alimentaire et les consommateurs**, ainsi que la reconnaissance de leurs intérêts réciproques. À partir de là, définir ensemble ce qu'est la qualité de l'alimentation dans toutes ses dimensions (organoleptique, gustative, sanitaire, écologique, sociale), accepter collectivement d'en payer le prix, et répartir ce prix de manière juste.
- Construire un **réseau d'acteurs** et des synergies sur un mode de coordination décentralisé.
- Faire le choix de l'**ouverture** : nous sommes désireux de travailler/réfléchir avec tous ceux qui partagent globalement les principes et objectifs énoncés ici, qu'ils soient labellisés bio ou pas, qu'ils se réclament de l'économie sociale ou pas..



© MAUD DAN

La coopérative, un vecteur vers l'utopie

Au fil des réflexions, le modèle coopératif est apparu comme le mieux à même d'impulser le modèle alternatif désiré. En effet, la coopérative permet de concentrer à la fois des compétences et de l'énergie en réunissant des individus autour d'un projet. Elle permet également de faire appel à l'épargne citoyenne pour rassembler le capital nécessaire pour le financement. Par ailleurs, une coopérative sous-entend une certaine gouvernance proche des principes démocratiques et inscrite dans des statuts afin de s'organiser. Ce n'est pas un bateau à la dérive mais une organisation avec des objectifs, un plan d'affaire, des règles de fonctionnement et surtout une finalité sociale : de souveraineté alimentaire, par exemple, ou le soutien à l'agriculture porteuse de sens.

Pour toutes ces raisons, sans que cela ait été forcément prévu, les premières initiatives développées au départ de la dynamique ceinture alimentaire sont des coopératives à finalité sociale. Les Compagnons de la Terre est le premier des projets, le plus emblématique, le plus avancé, directement issu de la Ceinture Aliment-Terre. Les meilleures idées des groupes de réflexion ont été capitalisées et injectées dans cette coopérative qui englobe quasiment l'ensemble de la filière : maréchage, culture céréalière, élevage, arboriculture fruitière, transformation. Pendant un an, le projet a été porté uniquement par des coopérateurs bénévoles, qui ont cultivé un demi hectare et commercialisé une quarantaine de paniers par semaine. En 2016, Les Compagnons ont pu engager trois employés et espèrent créer 20 emplois d'ici 2020. Les perspectives sont bonnes : la coopérative a obtenu de la Région Wallonne un financement pour développer des infrastructures qui leur permettra de faire de la fromagerie, de la charcuterie, de la meunerie et de la boulangerie sur le site de production en pays de Herve.



© RICHARD GORRE

En ce qui concerne la gouvernance, lors de l'assemblée générale, aucun actionnaire n'a un pouvoir de vote supérieur à 5% des votes présents représentés. Cela signifie que si un actionnaire achetait 99% des parts des Compagnons de la Terre, il n'aurait que 5% des voix à l'AG. Le pouvoir de vote de chaque coopérateur est ainsi plafonné, ce qui permet de se rapprocher d'un principe démocratique.

D'autres projets émergent dans la dynamique de la ceinture aliment'erre: la brasserie coopérative liégeoise, la coopérative Rayon9, qui fait du transport urbain en vélo, et Cycle en Terre qui produit des semences locales de variétés biologiques. Dans les mois qui viennent, d'autres coopératives à finalité sociale devraient voir le jour: Fungi Up, qui fait pousser des champignons sur du marc de café récupéré dans l'horeca liégeois. Le Cynorhodon, quant à lui, impulse la création d'une coopérative dont l'objectif sera la transformation de fruits et légumes. On peut également citer la Coopérative ardente qui a rejoint la dynamique de la Ceinture Aliment-Terre et qui distribue des produits locaux, de qualité différenciée et/ou, éthiques avec une volonté de rémunération équitable pour les producteurs.

Dynamiser les circuits courts

La création de projets d'alimentation en circuit court sur le modèle coopératif est une lame de fond. On perçoit bien les perspectives de redéploiement économique que le phénomène laisse présager ainsi que le caractère vertueux de cette tendance: développement d'une agriculture durable et d'emploi, meilleures gouvernances des circuits, diminution de la dépendance et de la vulnérabilité face aux circuits agro-alimentaires planétaires.

Le rôle de la Ceinture Aliment-Terre est de créer du lien entre ce foisonnement d'initiatives, de leur offrir une certaine visibilité, de mettre en relation les projets naissants et l'écosystème déjà en place et enfin, de permettre de faire des économies d'échelle. L'objectif étant de créer un réseau dynamique entre partenaires partageant les mêmes valeurs. Si, pour l'instant, ce réseau a plutôt fonctionné sur l'interconnaissance, les promoteurs de la ceinture alimentaire réfléchissent à se munir d'une charte et à développer un système d'adhésion pour élargir le mouvement.

Cette multiplication d'initiatives qui fonctionnent bien, qui génèrent de l'adhésion, qui arrivent à produire de l'alimentation de bonne qualité en étant de plus en plus viables sur le plan économique et qui ont un potentiel de reproductibilité, nous laissent penser que l'objectif des 50% de l'alimentation produite localement dans de bonnes conditions écologiques et sociales est une utopie réaliste.

LA CRÉATION de projets d'alimentation en circuit court est une lame de fond

Et moi dans tout ça ?

En tant que citoyen, il existe bien sûr la possibilité d'orienter nos achats vers les aliments locaux produits dans de bonnes conditions. Pour cela les lieux d'achats ne manquent pas: vente à la ferme, paniers de légumes, groupes d'achat, vente dans les commerces de proximité et les marchés dont le marché court-circuit, certains restaurants servent également des produits issus de l'agriculture locale^{#05}. Pour ceux déjà engagés dans ce genre de circuit, partager son expérience peut donner envie à d'autres d'en faire de même. Par ailleurs, en tant qu'étudiant, pourquoi ne pas interpellier les autorités de l'Ulg pour que les repas servis dans les cafétérias de l'université soient composés le plus possible d'aliments locaux produits dans de bonnes conditions écologiques et sociales. Enfin, une bonne connaissance des problématiques liées à la production locale d'alimentation peuvent être précieuses pour renforcer les dynamiques et fournir d'excellents sujets de fin d'études. ●

CHRISTIAN JONET,
COORDINATEUR DE LA CEINTURE ALIMENT-TERRE LIÉGEOISE
CLAIRE WILQUET,
PERMANENTE CHEZ UNIVERSUD-LIÈGE

^{#05} Vous trouverez des bonnes adresses pour vous fournir en produits locaux dans le Guide Solidaire (à vous procurer chez UniverSud ou à télécharger sur notre site web.

DOSSIER



L'agriculture urbaine

DÉVELOPPER DES SYSTÈMES INNOVANTS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE EN VILLE CONTRIBUERA À NOURRIR NOTRE PLANÈTE

Depuis plusieurs années, l'avenir de notre planète est au centre de toutes les préoccupations. La communauté scientifique et, dans une certaine mesure, le grand public –grâce aux relais médiatiques– connaissent les menaces exercées par l'homme sur la Terre et les défis qui en découlent. A ce sujet, le concept de “Planetary Boundaries” émis pour la première fois par Rockström en 2009 permet de comprendre jusqu'où l'homme peut aller dans la transformation des écosystèmes avant de les bouleverser de manière irrémédiable et très dangereuse pour la survie de l'espèce. Un modèle global y est proposé dans lequel la Terre est pensée comme un système dont l'équilibre et la stabilité dépendent de neuf paramètres inter-dépendants. Le dépassement des limites de ces paramètres nous mettent en danger. Aujourd'hui, les limites pour deux de ces paramètres sont largement dépassées et concernent l'intégrité de la biosphère (diminution de la biodiversité génétique) et les flux biochimiques (raréfaction des ressources azotées et phosphorées). Deux autres paramètres sont en zone de haute insécurité, en phase d'être dépassés, à savoir le changement climatique et le changement d'affectation des sols.

Nourrir les villes de demain

L'activité agricole est étroitement liée aux quatre paramètres dépassés ou en voie de l'être. En effet, en plus de l'eau dont l'utilisation reste bien en-deçà de la limite acceptable, l'agriculture est dépendante des terres disponibles, de leur fertilité (notamment via la présence ou l'apport d'engrais azotés et phosphorés), du climat et de la diversité génétique des espèces cultivées. L'agriculture est donc en danger alors que nous savons qu'il faudra nourrir 9,6 milliards d'êtres humains en 2050 et que les fourchettes qui les nourriront à ce moment-là, seront à 80 % citadines. Nous devons donc nous préparer à relever un défi majeur dès maintenant : nourrir les villes sans épuiser les ressources foncières et biochimiques de notre planète tout en faisant face aux aléas climatiques grandissants.

2050, c'est loin. Alors, quels défis peuvent dès à présent convaincre les acteurs clés des villes de changer leur comportement ? Les crises alimentaires successives et le désir du citoyen d'obtenir une alimentation saine et en quantité suffisante, le coût énergétique élevé du transport des aliments du lieu de production à celui de consommation, l'arrivée de la génération “Z”^{#01} au travail et son besoin d'évoluer dans un environnement agréable, sont autant d'arguments stimulant le changement de comportements en ville.

Parmi les solutions envisagées, l'agriculture urbaine contribuera à relever les défis actuels et futurs évoqués précédemment. Elle produit déjà plus du tiers des denrées agricoles consommées mondialement, mais est essentiellement concentrée dans les pays en voie de développement. L'augmentation de sa contribution dans les pays développés passe par la mise en place d'une production citadine locale sur des surfaces non conventionnelles (agriculture hors-sol) incluant les lieux de travail et d'habitation. Cette production urbaine doit développer des techniques visant l'optimisation de l'utilisation des ressources et l'intégration dans son cycle des déchets et excédents de la ville.

LE DÉFI MAJEUR :

nourrir les villes sans épuiser
les ressources de notre planète

Une étagère potagère dans sa cuisine made in ULg

Au laboratoire de phytopathologie intégrée et urbaine de l'ULg, nous participons activement au déploiement de l'agriculture urbaine en développant des dispositifs de production alimentaire adaptés. Le premier dispositif de production alimentaire issu de nos recherches et qui sera commercialisé via une spin off de l'ULg en 2017, est une étagère permettant de cultiver chez soi et en toutes saisons des légumes (laitues, tomates,...), des fruits (fraises) et des plantes aromatiques (basilic, persil,...). Cette étagère est éclairée par des lampes LED et occupe une surface au sol inférieure à 0,25 m². La technique utilisée est celle de la culture hydroponique, hors sol, dont la croissance optimale est assurée par un courant d'eau circulant en boucle fermée et contenant uniquement des éléments nutritifs biosourcés. Simple d'utilisation (changer la solution nutritive épuisée deux fois par mois) et sans salissures (pas de terre), elle permet par exemple de produire deux laitues et une plante de basilic par semaine et continuellement, dans le même temps, une diversité de cinq plantes aromatiques (persil, ciboulette, romarin,...). Elle répond donc aux critères d'utilisation parcimonieuse des ressources par le plus grand nombre tout en étant adaptée à un environnement urbain souvent exigü. Notre étagère hydroponique a été présentée en avant-première à l'exposition universelle de Milan.

#01 Génération née après 1995 qui a pour caractéristique d'avoir toujours connu les théories de l'information et de la communication

Un autre dispositif est actuellement en cours de conception. Celui-ci permettra d'exploiter au mieux les espaces disponibles sur les nombreuses toitures plates de nos villes modernes. Il s'agit d'un bac potager alliant légèreté et facilité d'entretien grâce à un système de réserve d'eau intégré. Le prototype est testé depuis bientôt deux ans et la commercialisation du bac est prévue pour début 2017. Grâce à son design particulier, celui-ci aura un impact positif sur la réduction des inondations. Les villes présentant de nombreuses surfaces imperméables, la bonne gestion des eaux de pluie directement à l'échelle d'un projet d'agriculture urbaine sur toit est un plus.



©SOPHIE DAWANCE

Des systèmes aquaponiques ont été installés dans notre unité de recherche afin d'étudier cette technique de production innovante et adaptée à l'agriculture urbaine. Pour rappel, l'aquaponie est la contraction de «aquaculture» et «hydroponie». L'aquaponie, sur laquelle le laboratoire de Phytopathologie intégrée et urbaine travaille, est très intéressante car elle fonctionne en circuit fermé. C'est une unité mobile, la PAFF Box (Plants And Fishing Farming) qui se présente sous la forme d'un container coiffé d'une serre et rempli d'eau, dans lequel sont élevés des poissons. Les poissons vont produire des déjections qui sont dégradées par des bactéries rendant ces déjections assimilables par la plante. En contrepartie, la plante va purifier l'eau qui retourne vers les poissons. Il s'agit d'un écosystème particulièrement bien adapté pour les villes puisque c'est une culture intensive qui produit du poisson et du végétal. On peut donc produire des laitues, des tomates, etc. en occupant peu d'espace et avec l'avantage de ne pas avoir besoin de recourir à des fertilisants chimiques.

Sensibiliser les acteurs du secteur de l'immobilier et de l'aménagement urbain

Parallèlement, nous avons créé le Centre de conseils en agriculture urbaine (C-CAU). Celui-ci accompagne les institutions publiques, le secteur immobilier, le secteur de la construction et les architectes (paysagistes) dans la conception, l'étude et la réalisation de projets intégrant l'agriculture urbaine. **Ainsi, nous espérons que ces activités de conseils menées conjointement avec le développement de dispositifs de production alimentaire permettront d'accélérer le changement des villes** puisqu'elles touchent l'ensemble des acteurs clés de celles-ci : le secteur immobilier qui est le principal propriétaire de surfaces urbaines, les bureaux hébergeant surfaces et travailleurs, les autorités publiques et les particuliers vivant en ville, le secteur de l'Horeca et de la distribution qui transforment et distribuent la nourriture.

En Février 2016, Gembloux Agro-Bio Tech a accueilli la première formation universitaire certifiant en agriculture urbaine d'Europe à destination du secteur immobilier. Chaque année, l'Europe investit 11 milliards dans le secteur de l'immobilier et en Belgique ce sont plus de 7.000 bâtiments résidentiels et non résidentiels qui sont construits. Ce secteur est donc un levier essentiel pour aboutir à l'intégration de l'agriculture urbaine. La formation certifiante en agriculture urbaine s'adresse donc

notamment à ce secteur mais également aux professionnels de l'aménagement des espaces urbains et périurbains de l'environnement tels que les architectes, les architectes paysagistes et entreprises de jardin, les responsables d'entreprises horticoles, les éco-conseillers, les responsables publics ou privés de l'aménagement du territoire, des espaces verts et de l'environnement urbain. Ce certificat universitaire s'articule autour de trois modules répartis sur 7 mois entre février et septembre 2016. Le premier module, «produire en ville», permet de se familiariser avec les concepts généraux de l'agriculture urbaine ; le second, «respecter l'environnement», a pour objectif l'acquisition des notions en matière de biodiversité et d'écologie urbaine mais aussi la mise à disposition des législations à respecter en matière de normes de sécurité ; le troisième module, «intégrer aux bâtiments», contribue à l'obtention des connaissances et des techniques du bâtiment nécessaires à une intégration adéquate de l'agriculture urbaine. Et enfin, le quatrième module, «entreprendre une activité en agriculture urbaine», apporte les connaissances requises sur les rôles économiques et sociaux de l'agriculture urbaine. Vu le succès rencontré par cette première édition, la formation sera reconduite en 2017.

Enfin, un Master de spécialisation destiné à la production intégrée des denrées et à la préservation des ressources naturelles en milieu urbain et périurbain a été mis en place et les cours sont donnés pour la première fois lors de cette rentrée académique. Il est certain que les échanges avec nos amis des pays du Sud seront riches d'autant plus qu'ils n'ont eux jamais abandonnés l'agriculture en milieu urbain. ●

PR HAÏSSAM JIAKLI
RESPONSABLE DU LABORATOIRE DE PHYTOPATHOLOGIE INTÉGRÉE ET URBAINE
GEMBLoux AGRO-BIO TECH
WWW.AGRICULTURE-URBAINE.BE



Espace vert et implication citoyenne

Les vertus attribuées aux espaces verts urbains sont multiples. Sur le plan environnemental, on peut évoquer la promotion de la biodiversité ou une action positive sur la régulation du climat local et sur le cycle de l'eau. En outre, le végétal contribue largement à la qualité du paysage urbain. Les espaces verts, même dans leurs plus simples expressions, répondent également à des besoins sociaux. Promenade, jeu, rencontre ou flânerie et manifestations drainant un large public offrent un cadre à différentes formes de vie sociale, des plus intimes aux plus collectives. L'espace vert contribue ainsi fortement à la qualité de vie en ville. Il est d'ailleurs très souvent plébiscité dans les projets urbains ou défendus par les habitants lorsqu'il est menacé. Il représente un véritable enjeu citoyen. En ce sens, il peut devenir outil de cohésion et d'émancipation sociale. Nous allons tenter de montrer dans cet article comment l'espace vert, au-delà des besoins sociaux auxquels il répond, peut offrir l'opportunité à l'usager de devenir acteur de la fabrique urbaine. A travers des exemples, nous explorerons trois modes d'implication des citoyens dans la conception et la gestion des espaces verts.

L'ESPACE VERT
peut offrir l'opportunité à l'usager de devenir acteur de la fabrique urbaine

Quand les citoyens sont invités à participer à la conception

A côté des formes de participation habituelles (enquêtes publiques, réunions d'information, etc.), se développent des démarches plus dynamiques et inclusives, tendant vers la co-construction mais touchant aussi des publics plus fragilisés sur le plan socio-économique et culturel.

Dans ce premier modèle d'implication citoyenne, la demande émane donc des pouvoirs publics qui, avec ou sans le soutien d'un bureau d'étude, organisent le processus participatif dans un cadre défini. Cette démarche est potentiellement porteuse de plus-values directes, évaluables à relativement court terme, dans la mesure où elle favorise la conception d'espaces en adéquation avec les besoins des habitants et dès lors mieux appréciés par ceux-ci. Mais au-delà, la participation des habitants à la conception de leur cadre de vie leur donne l'opportunité d'exercer leur citoyenneté, ce qui est source d'émancipation.

Toutefois, ce type de processus a ses limites. En effet, il ne naît pas nécessairement d'un besoin ressenti par la population, ce qui contraint parfois à déployer beaucoup d'énergie pour mobiliser un public qui ne se sent pas d'emblée concerné. Par ailleurs, le cadre (budget, temporalité, lieu d'intervention, etc.) est prédéterminé, limitant ainsi la marge de manœuvre des citoyens. Avec le temps, ces groupes de travail ont voulu dépasser le simple stade de la réflexion et passer à l'action. L'énergie présente au sein de la ceinture alimentaire s'est alors concentrée sur la réalisation de projets concrets massivement incarnés dans des coopératives.

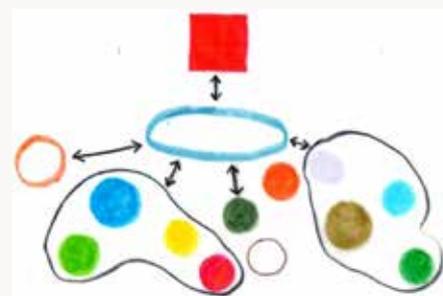
Programmation participative d'un ensemble d'espaces verts à Ixelles

Dans le cadre d'un Contrat de quartier^{#01}, la Commune d'Ixelles a programmé la création ou le réaménagement d'un ensemble d'espaces verts. Ces opérations n'ayant pu être discutées avec les habitants dans le cadre du projet de rénovation urbaine, faute de temps, le pouvoir communal a mandaté un bureau d'étude pour affiner la programmation avec la population. L'enjeu était de mobiliser le public en touchant aussi des citoyens qui, habituellement, ne s'impliquent pas spontanément dans ce type de démarches. Dans cette perspective, le bureau d'étude a mis sur pied différentes actions dans l'espace public, des « balades-diagnostic », divers groupes de travail, etc.

La participation des habitants a favorisé l'émergence d'un projet bien ancré dans la réalité du quartier. Ainsi, par exemple, le manque de liaisons piétonnes entre le haut et le bas du quartier a été relevé par la population, ce qui a mené à la création d'un « parc système » mettant en lien les différents espaces verts par les talus de chemin de fer.



© COLLECTIF IPE



Légende

Carré : pouvoirs publics

Cercle : initiative citoyenne

#01 Programme de rénovation urbaine en Région de Bruxelles-Capitale

Quand les projets citoyens sont suscités et soutenus par les pouvoirs public

Quand les projets citoyens sont suscités et soutenus par les pouvoirs publics

À côté des processus plus classiques, il existe des politiques urbaines qui créent un cadre pour soutenir des projets d'initiative citoyenne. Le contexte est alors favorable à une meilleure appropriation et une implication dans la durée. La Région de Bruxelles-Capitale organise plusieurs appels à projet dans cet esprit

Appels à projet en Région de Bruxelles-Capitale

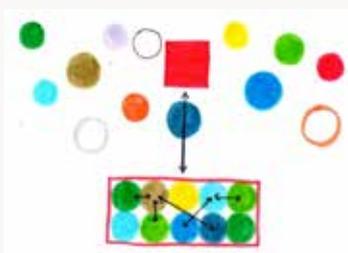
Depuis plusieurs années, la Région de Bruxelles-Capitale lance annuellement des appels à projets citoyens, aujourd'hui regroupés sous l'appellation « Inspirons le quartier »^{#02}. Ceux-ci visent ou permettent des actions de verdurisation de la ville : création de potagers ou de vergers, plantations dans l'espace public, aménagement de petits espaces verts de quartier, etc. Les groupes d'habitants bénéficient d'un subside mais aussi d'un accompagnement et d'une expertise technique pour mettre en œuvre leurs idées. Le bénéfice de ces projets se veut environnemental mais aussi social ; l'initiative doit être collective et devient ainsi lieu d'interactions.

Les projets développés dans ce cadre sont souvent modestes mais lorsqu'ils se multiplient dans l'espace et dans le temps, leurs impacts dépassent clairement le contexte local : ils deviennent une réalité à l'échelle de la ville. De plus, ces appels à projets soutiennent la mise en réseau des projets, donnant ainsi aux citoyens l'occasion d'établir des synergies, de collaborer et d'imaginer de nouveaux projets.



© ROBIN, ANCIEN DU JARDIN COLLECTIF GRAY

Ce mode d'implication des citoyens a l'avantage de favoriser une participation par l'action (jardiner par exemple) ce qui permet d'inclure un public moins à l'aise dans la prise de parole en public inhérente à la plupart des processus participatifs. Par ailleurs, ce type d'approche met à profit la créativité de la population ; le citoyen est partenaire de la fabrique de la ville. Toutefois, cet atout a des revers... La limite entre valorisation et récupération est parfois floue. Les pouvoirs publics peuvent être tentés de se décharger de leurs propres responsabilités en déléguant aux citoyens une partie de leurs prérogatives. Enfin, la définition de critères par les pouvoirs publics, si elle a l'avantage de faire coïncider les initiatives citoyennes avec des objectifs plus larges, exclut des initiatives pourtant parfois porteuses d'innovation ou certains citoyens qui n'ont pas les codes pour rentrer dans de telles démarches..



Initiatives citoyennes : l'émergence de nouveaux modèles

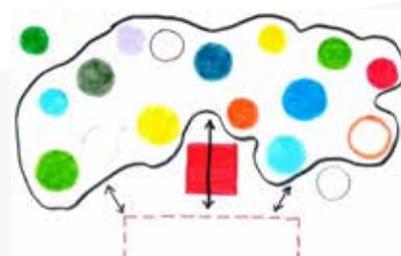
Dans certains projets, ce sont les citoyens qui sont à l'initiative et agissent en dehors de tout cadre, dans un contexte plus ou moins polémique. Ils obligent ainsi les pouvoirs publics à se positionner, à bouger, à innover et contribuent de ce fait à la création de nouveaux modèles. L'implication citoyenne est alors importante puisque les habitants et acteurs locaux eux-mêmes sont les moteurs du projet.

If you eat you're in^{#03} : les Incredible edible à Todmorden

Incredible Edible est une action communautaire qui consiste à mettre gratuitement à disposition de la population des légumes, fruits et herbes aromatiques cultivés par des citoyens bénévoles dans des petits potagers disséminés dans la ville et accessibles à tous. Cette démarche a été initiée à Todmorden en Angleterre par des citoyens souhaitant se reconnecter aux autres et à la terre autour du thème extrêmement fédérateur de l'alimentation.

Au début, les bénévoles ont planté des légumes un peu partout dans la ville, sans autorisation. Le nombre de personnes impliquées dans le projet n'a cessé d'augmenter. Progressivement, une collaboration est née avec des organismes publics qui ont mis à disposition leurs terres. De nombreuses institutions ont rejoint le mouvement citoyen : école, police, hôpital, société de chemin de fer... Aujourd'hui, cette dynamique a aussi généré des projets créateurs d'emplois. Les *Incredible Edible* ont en outre fait des émules dans le monde entier.

Le mode d'implication des citoyens est riche, tant au niveau de la conception que de l'implication dans la gestion et l'animation des espaces verts. Il nécessite cependant un changement de posture radical et une prise de risque dans le chef des pouvoirs publics. Aussi stimulant qu'il paraît, ce type de projet n'est pas exempt de risque... La prise de pouvoir et la confiscation du processus par une frange de la population est par exemple une menace réelle.



Quel rôle pour les pouvoirs publics ?

Les espaces verts et le végétal sont fortement mobilisateurs. L'espace vert peut ainsi devenir un espace de création, que ce soit par la participation à la conception ou au travers d'initiatives qui surgissent en dehors de tout cadre. Il devient alors un lieu d'exercice de la citoyenneté et du droit à la ville. Si les espaces verts répondent à un besoin social, ils sont aussi vecteurs de cohésion et d'émancipation. Pour profiter de ces bénéfices, les politiques urbaines doivent pouvoir considérer et intégrer dans leurs modes opératoires ces différents types d'implication citoyenne. ●

SOPHIE DAWANCE
URBANISTE ET ARCHITECTE

SOPHIE DAWANCE EST AUTEUR DE PROJETS AU SEIN DU COLLECTIF IPÉ ET ENSEIGNE L'URBANISME À LA FACULTÉ D'ARCHITECTURE DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE.

#02 <http://www.environnement.brussels/thematiques/ville-durable/mon-quartier/inspirons-le-quartier-le-nouvel-appel-projets-citoyens-qui>
#03 « Si tu manges, tu en fais partie », slogan des Incredible Edible à Todmorden

DOSSIER



Liège Souffle Vert

RETOUR SUR UN PARCOURS VÉGÉTAL URBAIN

Rencontre avec Bénédicte Maccatory et Guy Massart, administrateurs délégués de l'ASBL Songes à l'initiative du projet Liège Souffle Vert.

Liège Souffle vert, qu'est-ce que c'est ?

C'était un parcours végétal urbain qui invitait à découvrir Liège autrement durant cet été 2016. Le parcours reliait six installations et cinq espaces verts de la ville. Ces installations ont été choisies sur base d'un concours lancé en janvier 2016 et mises en place fin juin par les équipes lauréates composées systématiquement de citoyens, d'artistes et de spécialistes de l'urbanisme et de l'aménagement des jardins.

Ce parcours comprenait un bateau sur les quais de la nouvelle passerelle de la Boverie, des bacs potagers sur l'ancienne et également d'autres installations ?

Quai Churchill, des enfants de cinquième primaire ont habillé les arbres pour rappeler que ce sont aussi des lieux d'habitat, de nourriture et de rêverie. Sur la tumultueuse et très circulante Place Saint Pholien et dans les clos des roses, plus calme et intimiste, ont été installés des escabelles végétales pour permettre ainsi de prendre de la hauteur par rapport à ces lieux, de les voir autrement. En Pierreuse, les habitants du quartier ont aménagé un espace où s'asseoir avec des bois et la végétalité déjà existante. Ils ont couvert un mur de mots qui se transforment au fur et à mesure que les végétaux grandissent. Enfin, dans l'Ilot Saint Michel, près de la passerelle a été installé « L'oasis » un kiosque végétalisé avec des plantes exotiques qui permettent de faire le lien avec le voyage.

Quel est le rôle de Songes dans tout cela ?

Nous avons cadré le projet, établi les critères du concours. C'est un jury autonome qui a ensuite sélectionné les projets, notamment en fonction de leur faisabilité. Et puis bien sûr, notre rôle était de créer les meilleures conditions pour que cela fonctionne, que le projet soit visible. Nous avons demandé les autorisations pour investir l'espace public. Ce n'est pas sans enjeux. C'était un boulot immense mais on est tellement contents qu'on voudrait refaire un festival dans 2 ou 3 ans.

Quelles ont été vos inspirations ?

Je dirais qu'il y a deux inspirations. D'abord il y a eu le projet Lausanne jardin, qui en est à sa cinq ou sixième édition avec une grosse participation des pouvoirs publics suisses. Ensuite, il y a l'aspect collaboratif propre à Songes. Nous ne voulions pas un festival avec un tableau qu'on montre puis qu'on retire mais créer un dialogue actif avec le quotidien de la ville. J'ai été étonné que pas mal d'installations touchaient à l'alimentation de la ville. Ce n'est pas le cas à Lausanne. Le projet a vite pris une couleur locale.

Quels retours avez-vous eu par rapport aux différents lieux ?

Nous sommes encore dans la collecte et l'évaluation. On a reçu beaucoup de questions car le projet interpelle l'espace public. Par exemple, on nous a demandé qui payait. L'art public est encore souvent perçu comme une forme de luxe qui devrait passer après des choses plus importantes, comme l'emploi. Je n'en suis pas convaincu. Des interpellations mais aussi pas mal



DOSSIER

de mobilisation, des habitants de quartier qui venaient arroser les plantes. Au moment de l'installation du bateau certains sont venus proposer un coup de main et ensuite sont venus tout l'été. Une centaine de personnes ont contacté les incroyables comestibles pour les potagers partagés.

Il y a des choses qu'on ne refera plus, le laps de temps par exemple était trop réduit, ne serait-ce que parce qu'il faut que les végétaux aient le temps de grandir. On aimerait aussi plus marquer le parcours, il y avait des cartes mais l'itinéraire vert n'était peut-être pas assez visible dans l'espace de la ville. Mais globalement c'est assez positif, en tout cas on a envie de continuer.

Est-ce que ces installations vont rester ?

Dès le départ, les installations devaient être éphémères. Au terme du projet, des équipes ont fait des demandes pour pouvoir rester, les Incroyables Comestibles ont demandé l'autorisation et peuvent rester jusqu'au 1er novembre, puis les bacs seront démontés. Les habitants de Pierreuse ont également fait une demande, ils n'ont pas encore de réponse. Au-delà du fait qu'ils aient l'autorisation ou non, c'est intéressant que des équipes aient envie que ça se prolonge, parce que ça pose des questions, il y a une interpellation des autorités. C'est déjà une réussite.

Quels étaient les objectifs de Liège Souffle vert, mais surtout de ce thème : «la végétalité et la ville» ?

Nous sommes convaincus que le végétal et l'urbain sont extrêmement productifs. Le végétal donne un rythme à la vie quotidienne, il donne un cycle à la ville. Lorsqu'un citadin part travailler, il voit une rose trémière qui a perdu ses pétales, les graines sont formées, la tige est sèche, c'est apaisant. Le projet permet aussi aux citoyens de prendre possession de leur espace. Il y a une minéralité qui fait du bien, qui fait du bien à notre esprit, aux rencontres, au climat, à la ville.

Vous avez envie d'en faire quelque chose de récurrent ?

C'est certain ! Avec des nouveautés, mais aussi en gardant des continuités comme la collaboration, ou l'aspect parcours. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUCA PIDDIU
CHARGÉ DE COMMUNICATION UNIVERSUD-LIÈGE





La Fabric à fabricant.e.s

RENCONTRE INTERNATIONALE DE CO-CRÉATION D'OUTILS D'ECSI

Durant deux temps distincts, aux mois de juillet et de septembre, Univer-Sud-Liège a eu la chance de participer à une rencontre internationale à Paris, nommée La FABRIC (Le Forum Alternatif pour Bâtir une Rencontre Interculturelle et Citoyenne) et organisée en collaboration avec deux autres associations, Le Carrefour Associatif venu du Maroc et nos hôtes français d'Étudiants & Développement. Répartie sur deux séances de cinq jours, La FABRIC a rassemblé huit jeunes par pays (Belgique, France et Maroc, donc) afin de leur proposer différentes activités d'initiation et de création d'outils d'ECSI, acronyme d'Éducation à la Citoyenneté et Solidarité Internationale.

Faire connaissance, apprendre de l'autre, être à l'aise, tant d'objectifs qui étaient dans un premiers temps primordiaux pour le groupe de jeunes, afin de créer une dynamique de groupe. C'est donc tout naturellement que les premiers jours ont été en partie consacrés à des activités d'interconnaissance. Dans le même temps, des initiations à différentes formes d'outils d'ECSI ont été proposées : un jeu de plateau mettant les participants dans la peau de familles palestiniennes confrontées à des injustices sociales et à la rigidité administrative. Le jeu des portraits, dans lequel les participants devaient sélectionner, sur base de photographies, les futurs habitants d'une île isolée afin de construire une nouvelle civilisation, permettait, lui, de déconstruire un bon nombre de clichés et de remettre en questions les logiques utilitaristes des sociétés. Autre exemple, plus classique, le jeu de la ficelle développé par QINOVA, qui « permet de représenter par une ficelle les liens, implications et impacts de nos choix de consommation. Il offre un éclairage sur les relations entre le contenu de l'as-

siette moyenne du Belge et diverses problématiques comme la qualité de l'eau, la dette extérieure d'un pays du Sud, la malnutrition, le réchauffement climatique ou les conditions de travail d'un ouvrier au Costa Rica. »

noter les sujets qui les interpelaient. Autre concept, l'atelier web/média avait pour but de former ses participants à la lecture et la création web documentaire. Sans aller aussi loin que la construction et diffusion d'un web documentaire



© ÉTUDIANTS ET DÉVELOPPEMENT

Élaborer des outils d'ECSI

Par la suite, les jeunes se sont divisés en plusieurs groupes autour de l'objet central de La FABRIC, à savoir la création d'outils et leur expérimentation à l'Université d'été d'Étudiants & Développement, ainsi que dans l'espace public. Quatre ateliers, qui allaient chacun durer plusieurs jours, étaient proposés : un atelier d'écriture, un atelier de création web/média, un atelier de théâtre image et, enfin, un atelier de « grand jeu ». Le premier fut dédié à l'élaboration d'un journal satirique de quatre pages, distribué par la suite dans la ville d'Aubervilliers (Seine Saint-Denis). Un homme-sandwich accompagnait également les crieurs/distributeurs de carnards, afin que les habitants puissent

abouti, il y a été question de familiarisation avec les outils web, via des exemples de web documentaires et sites interactifs dits « engagés » ou « militants », de prise de photo et surtout de prise de son via entretiens. La thématique retenue par les participants pour cet atelier, et par conséquent pour les interviews effectuées, a été l'engagement. « Comment t'es-tu engagé ? » ; « Te sens-tu engagé ? » ; « Quel a été le déclic ? », autant de questions qui ont permis à la fois de nourrir l'expérience, mais aussi, pour les participants, d'interroger leur propre engagement. L'atelier théâtre image était pour sa part basé sur l'interpellation des spectateurs face à une image figée, travaillée dans ses moindres détails par les participants. Le but était ici de faire réa-

CIToyENS SOLIDAIRES



gir le « public », de l'interpeller sur une thématique en lui laissant aussi la possibilité de l'interpréter selon son vécu. Il se trouve que l'image ayant le mieux fonctionné, la plus « choquante » selon certains, fut celle d'un personnage prenant en photo un second individu, qui, lui, donnait à boire au troisième larron de la scène. Ce dernier était couché au sol, pied nu, le visage tordu par une grimace de douleur. Le personnage donnant à boire souriait, pouce levé, vers l'objectif du photographe. L'image, évoquant une société faite de clichés (au littéral comme au figuré), de fausses bonnes intentions et d'égoïsme, a suscité des discussions et des échanges intéressants lors de l'expérimentation. Enfin, le quatrième et dernier atelier consistait en la création d'un « grand jeu », mêlant épreuves par groupes, jeu de piste et conte. Celui-ci fut testé par tous les participants, en équipes, dans la ville d'Aubervilliers, qui servait pour l'occasion de parcours. Le contexte fictionnel « s-f » du jeu mettait en scène un professeur et ses assistants ayant créé une machine à voyager dans le temps.

Ce scénario servait évidemment l'intention éducative de l'outil car il amenait les participants à s'interroger, via des « mini-jeux » sur l'évolution du monde dans une période de 10 à 50 ans, sur plusieurs points : la consommation, l'énergie, l'environnement et l'interculturalité.

L'importance des échanges informels

L'objectif principal de ces outils, mais aussi de la rencontre, était, comme Étudiants & Développement l'expliquent sur leur site « *de questionner nos actions et de trouver, ensemble, des alternatives concrètes aux maux de demain* ». Comme le précise encore l'association, « *ce fut également l'occasion de débattre et d'échanger sur nos différents contextes d'engagement* ». Pour ce faire, et au-delà des ateliers de création d'outils, La FABRIC a aussi été un lieu d'échange et de débats, notamment au travers de forums ouverts (tables de débats tournantes) et de temps plus informels. Le caractère fort et vivace des échanges qui ont eu lieu, en quantité comme en intensité,



© ÉTUDIANTS ET DÉVELOPPEMENT

est probablement dû à la particularité de la rencontre et de son contexte. Il ne s'agissait pas simplement de débats, ou d'un cycle de formation, mais réellement de vivre l'interculturalité, au-delà de la simple connaissance ou compréhension du concept, en groupe et durant plusieurs jours. Ce qui a amené les participants à s'interroger sur l'autre et sur eux-mêmes, tant dans les temps formels d'ateliers que dans les temps de détente informels, où les échanges n'ont pas tari. Des dynamiques interpersonnelles relativement puissantes ont pu ainsi se créer et faciliter les liens, les échanges d'idées, les futures collaborations, voire la naissance d'amitiés. A ce titre, certains outils continus durant les deux temps de La FABRIC ont aussi pu jouer un rôle facilitateur, notamment un ayant connu un franc succès : le crieur public (un simple boîte à messages anonymes, étant énoncés chaque soir par un crieur).

Il reste que ces jeunes étaient pour la plupart déjà plus ou moins engagés dans des structures associatives dans leurs pays respectifs (chose qui explique également la proactivité de ces derniers dans les activités), et ont par ailleurs manifesté l'envie de perpétuer ces échanges ainsi que de réutiliser les outils de sensibilisation dans leurs propres lieux et contextes d'action. Cet aspect, certes encore à évaluer dans le futur, rencontre

le premier objectif, celui de donner des clés de compréhension mais surtout des pistes d'alternatives concrètes. Il est d'ailleurs plusieurs fois ressorti des échanges cette volonté d'action. D'un œil extérieur, travailler sur les thèmes de l'interculturalité, du développement durable ou, par exemple, de la citoyenneté, avec des jeunes déjà relativement engagés, peut sembler redondant, en risquant également de s'exposer à l'éternelle problématique de « prêcher des convertis ». Cela serait cependant sous-estimer le gouffre, parfois béant, entre sensibilisation et passage à l'action. En combinant une initiation aux outils d'ECSI, un travail collaboratif de création, l'établissement d'un réseau interpersonnel, éphémère ou durable (seule l'épreuve du temps le révélera), et un travail sur la diffusion des messages (réseaux sociaux, campagnes, interpellations, ateliers de créations de GIF), La FABRIC ne participe pas seulement à de la conscientisation ou à de la sensibilisation militante au message volatile, mais aussi à la formation et à l'appel à l'action citoyenne. Qui plus est chez des jeunes allant eux-mêmes être amenés à reproduire ce travail dans leurs contextes respectifs, en tant que « médiateurs », vers d'autres individus du même âge, peut-être moins sensibilisés ou engagés. ●

LUCA PIDDIU,
CHARGÉ DE COMMUNICATION UNIVERSUD-LIÈGE

LA RUBRIQUE GUS



I like friendship

A LA RENCONTRE DE MIGRANTS

Un soir de septembre en Belgique. Une table remplie de victuailles appétissantes. En fond sonore, de la musique du monde. Autour de la table, une dizaine de personnes sont rassemblées. Et ça discute, ça rit, ça danse... Tous les ingrédients sont là pour partager un bon moment de convivialité entre amis. Pourtant, quelques semaines plus tôt, ces gens ne se connaissaient pas. Venant de deux mondes différents, ils n'auraient sans doute pas même imaginé se rencontrer un jour. Que s'est-il passé ?

Retour quelques mois en arrière. Une autre table, d'autres personnes. Un autre contexte aussi, celui d'une réunion entre divers acteurs associatifs afin de préparer le « Village des possibles » du festival Esperanzah!. Vous le connaissez ? Depuis 2002, l'abbaye de Floreffe abrite chaque été ce festival de musique du monde aux accents engagés. Cette fois, il est question du « TTIP », de « migration », de « dinosaures intergalactiques ». Le message est clair :

CONNAÎTRE LES RÉFUGIÉS c'est aller à leur rencontre, et leur donner la parole

« chassons les vrais monstres ». Non, les réfugiés ne sont pas une menace. Le véritable danger, c'est du TTIP et des traités de libre échange qu'il provient. C'est dans l'optique de faire passer ce message auprès des visiteurs de ce festival que différentes associations se sont mises ensemble pour réaliser diverses animations. De son côté, le Groupe Ulg Solidaire a décidé de privilégier la thématique de la migration.



© GROUPE ULG SOLIDAIRE

Encore une autre table, encore d'autres personnes. Réunis autour d'un verre à la brasserie Sauvenière, les étudiants du Groupe Ulg Solidaire réfléchissent ensemble à la façon de porter un message positif sur la migration. L'objectif est de déconstruire les préjugés, d'éliminer les peurs qui s'immiscent et qui portent déjà en elles des réactions dangereuses. Mais comment faire ? La solution s'est dessinée naturellement : si l'on souhaite connaître davantage les réfugiés, il faut aller à leur rencontre et leur donner la parole. Car comment pourrions-nous parler en leur nom si nous ne les connaissons pas ? C'est donc ce que nous avons fait. Après quelques mails, une première visite sur place et quelques coups de téléphone échangés, nous voilà arrivés, un soir du mois de juillet, armés de nos dictaphones et autres appareils photos, au centre de la Croix Rouge de Ans. Nous ne partageons ni la langue, ni le pays d'origine et l'histoire, et pourtant le contact

s'est noué très rapidement. Nous avons découvert de belles personnes remplies d'espoir, qui nous ont également menées à nous questionner sur nous-mêmes. « Quand je regarde l'actualité ici, il y a toujours de bonnes nouvelles ». Ha oui, vraiment ? C'est sûr qu'en venant d'Afghanistan, où les attentats sont le lot de la vie quotidienne, la vie ici semble beaucoup plus joyeuse, d'autant plus en cette période d'été et son lot de festivités en tous genres. Mais surtout, nous avons été frappés de rencontrer des gens qui ne demandaient qu'à pouvoir s'exprimer et s'ouvrir aux autres.

Nous nous sommes donc rendus au festival Esperanzah ! du 5 au 7 août, chargés de leurs paroles et de leurs messages. Au départ, nous avions pensé qu'ils pourraient nous accompagner au stand, mais pour des raisons pratiques cela s'est avéré impossible. Peu importe, nous nous sommes engagés à retransmettre le plus fidèlement possible au grand public leurs



LA RUBRIQUE GUS

réalités qu'ils ont souhaité nous partager. C'est donc à travers des extraits vidéos, ainsi qu'un petit jeu d'images que nous avons entamé les discussions avec les festivaliers. Sur base des photos, nous leur demandions d'imaginer l'identité de ces personnes. Quels sont leurs métiers, leurs passions ? Nous voulions d'abord faire passer le message qu'avant d'être réfugiés, ce sont avant tout des êtres humains, tout comme nous.

L'AMITIÉ

ne s'embarasse pas de la religion,
ou de la culture

Ensuite, les discussions s'orientaient vers le parcours migratoire, l'occasion aussi de déconstruire certaines idées : non, ce n'est pas la pauvreté qui a conduit celui-ci à quitter son pays, non, celui-là n'a pas voyagé par bateau sur la Méditerranée. Enfin, à travers un atelier artistique, nous avons proposé aux visiteurs de réaliser des peintures à destination des réfugiés et à présent amis du centre. Entre musique et actions de sensibilisation, le tout sous un soleil radieux, ces quelques jours passés à Esperanzah! furent une vraie réussite.

C'est ainsi que nous nous retrouvons ce soir de septembre, les bras chargés de dessins et de messages récoltés lors du festival à l'attention de nos nouveaux amis. « L'amitié ne s'embarasse pas de la religion ou de la culture », nous a dit l'un d'eux. Et nous en avons fait l'expérience. C'est donc avec un regard positif et rempli d'espoir pour l'avenir que nous abordons cette aventure. Certes, le chemin est encore long pour transformer les mentalités et améliorer le sort des réfugiés dans nos pays, à l'heure où les frontières européennes se referment, mais nous restons convaincus que les rencontres, les échanges, les discussions peuvent faire changer les choses. Quoi de mieux pour clore cet article que ces quelques mots si simples, mais tellement vrais : « nous sommes tous pareils, nous sommes des êtres humains ». ●

THÉRÈSE DEVILLERS,
VOLONTAIRE DU GROUPE UNIVERSITÉ SOLIDAIRE

Le GUS, c'est quoi ?

Le GUS est un groupe d'étudiant-es de différentes facultés qui veulent s'investir en matière de solidarité en Belgique et au Sud. Parmi les actions du GUS notons la participation à la campagne de Campus Plein Sud, la participation au Village des Possibles du festival Esperanzah, la participation à la journée mondiale de lutte contre la pauvreté, une campagne anti-pub, la création d'un jeu de société solidaire...

Pour plus d'informations par rapport aux activités du GUS, visitez la page Facebook.

Si vous êtes étudiant.e.s, n'hésitez pas à les rejoindre !.



© GROUPE ULG SOLIDAIRE

PAGE CULTURE



Voix Solidaires, aussi en radio !

LA NOUVELLE ÉMISSION ÉTUDIANTE SUR 48FM

Vous pensiez que Voix Solidaires était seulement une publication web ? Détrompez-vous ! Voix Solidaires se décline également sur les ondes, avec sa propre émission de radio, sur 48FM, la radio étudiante de l'Université de Liège. Toutes les deux semaines, nous revenons, avec un invité du monde associatif ou universitaire, sur des projets solidaires locaux ou internationaux. Il pourra s'agir tantôt de déclinaisons d'articles publiés dans notre revue, où nous inviterons les auteurs à s'exprimer sur leurs projets, tantôt d'évoquer avec nos invités des actualités concernant des thématiques d'UniverSud : le développement durable, l'interculturalité et l'éducation à la citoyenneté et la solidarité. L'objectif de cette émission est de prendre le temps, au contraire de beaucoup de médias actuels, de développer un propos, de laisser l'invité s'exprimer, sur sa recherche ou sur le projet qu'il porte. Il s'agit également d'offrir aux étudiants de l'ULg et aux auditeurs de 48FM une meilleure compréhension des enjeux solidaires, tout en leur donnant des pistes d'actions concrètes.

Par ce concept, nous voulons également jouer un rôle d'interface entre le monde associatif et universitaire, en tentant, au fil des émissions, de croiser les regards et mettre en débat. Plus concrètement, l'émission dure deux heures et est agrémentée de différentes chroniques éditoriales et culturelles.

Pour notre premier épisode, nous avons reçu Bénédicte Maccatory et Guy Massart de l'asbl Songes, afin d'évoquer avec eux un projet de parcours végétal urbain, Liège Souffle Vert. La deuxième émission a perduré sur le thème des villes vertes avec Christian Jonet, venu nous parler des défis alimentaires à relever pour les générations futures et des moyens afin d'y parvenir, comme la Ceinture Aliment-terre liégeoise. La troisième émission quitte le thème du développement durable et aborde le travail du docteur Mukwege au Congo, «l'homme qui répare les femmes», à travers l'association «Les Amis de Panzi» et sa représentante Isabelle Maenza. La quatrième émission, quant à elle, revient sur l'expo-

sition «Zoo humains», avec en guise d'invité le professeur Jérôme Jamin.

Vous pouvez d'ores et déjà écouter nos quatre premières émissions en podcast sur notre site web ● www.universud.ulg.ac.be

Horaires de diffusion

- Diffusion :
1er et 3e lundi du mois, de 16h30 à 18h30
- Rediffusion :
2e et 4e lundi du mois, de 7h00 à 9h00
- Fréquence :
105.0 à Liège, ou en live stream sur 48fm.com

